

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 17/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Syndicat Centre Hérault

Route de Canet
34800 Aspiran

Références : UD34/H2/2023/198
Code AIOT : 0018300581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement Syndicat Centre Hérault implanté Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault
- Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont
- Code AIOT : 0018300581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est exploité en régie directe par le Syndicat Centre Hérault (SCH), sous l'autorisation de l'Arrêté Préfectoral (AP) n° 2022-12-DRCL-0523 du 30 décembre 2022. L'autorisation d'exploiter arrivant à échéance au 31 décembre 2031.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Traçabilité des	Code de	/	Lettre de suite	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	déchets	l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43		préfecturale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer que l'entreprise qui gère ses déchets, les identifie clairement dans les BSD qu'il émet.

Le syndicat centre Hérault doit enregistrer dans le registre national des déchets mis en place par le ministre chargé de l'environnement, les déchets non dangereux enfouis dans son installation de stockage de déchets non dangereux de Soumont

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ISDND de Soumont déclare à l'inspection que la gestion du traitement des déchets dangereux produits sur son site est confiée à des entreprises extérieures exceptés pour ses déchets issus des résidus du déboureur/déshuileur.</p> <p>L'inspection examine les BSD générés par trackdéchets (système de gestion des bordereaux de suivi de déchets):</p> <ul style="list-style-type: none"> - BSD-20230918-1HMENDOM7 : Il s'agit de 7 tonnes (quantité réelle) de déchet 16 03 05 * (résidus déboureur/déshuileur). Le BSD a été émis le 18/09/2023 par le syndicat du Centre Hérault pour une opération R12 (case 2). Cependant le point de collecte n'est pas renseigné, ce qui signifie que le BSD ne permet pas de savoir si ces déchets ont été collectés sur l'ISDND de Soumont ou sur un autre site du syndicat. Les déchets ont été reçus le 26/09/2023 sur le site de la société SCORI à Frontignan. - BSD-20220923-BZZ3ZYG3T : il s'agit de 0,1 tonne (quantité réelle) de déchets 15 01 10 * : Le BSD a été émis par la société OVIVE le 27/09/2022 pour une opération R13 (case 2). Le point de collecte indiqué (case 1.2) est « CET de Soumont, route du Mas d'Alary 34 700 Soumont ». Les déchets ont été reçus sur le site de la société SARP OSIS SUD EST le 04/10/2022. - BSD-20220907-V2TGMWNGH (S0092-11197572.1.1-1) : il s'agit de 6,16 tonnes (quantité réelle) de déchets 07 01 01 *. Le BSD a été émis par la société « BOMAG CENTRE MEDITERRANNEE » le

09/09/2022 pour une opération R12 (case 2). Cependant le point de collecte n'est pas renseigné, ce qui signifie que le BSD ne permet pas de savoir si ces déchets ont été collectés sur l'ISDND de Soumont ou sur un autre site. Les déchets ont été reçus sur le site de la société ORTEC INDUSTRIE le 12/09/2022.

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que l'entreprise qui gère ses déchets les identifie de manière explicite dans les BSD qu'elle émet, permettant ainsi de justifier leur prise en charge. Il est donc essentiel que le point de collecte du déchet soit systématiquement et clairement précisé dans le BSD .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43

Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant déclare à l'inspection ne pas enregistrer dans le registre national des déchets mis en place par le ministre chargé de l'environnement, les déchets non dangereux enfouis dans son installation de stockage de déchets non dangereux de Soumont. Par contre l'exploitant tient un registre interne des déchets qu'il reçoit sur son site.

Il est demandé à l'exploitant d'enregistrer dans le registre national des déchets précité les déchets non dangereux enfouis dans son installation de stockage de déchets non dangereux de Soumont .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois